



## La guerre en Ukraine vue d'Asie centrale

Michaël LEVYSTONE

### ► Points clés

- La guerre que la Russie livre à l'Ukraine impacte directement les républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), qui sont proches des deux belligérants.
- La posture de neutralité, commune à tous les pays centrasiatiques au début de l'invasion russe, a progressivement connu des infléchissements au Kazakhstan et en Ouzbékistan (favorables à l'intégrité territoriale de l'Ukraine), mais aussi au Kirghizstan (qui reconnaît à l'Ukraine le droit de mener une politique étrangère indépendante).
- L'action de la Russie en Ukraine ternit l'image de Moscou en Asie centrale et fournit de ce fait l'opportunité aux puissances extérieures présentes dans cette région (Chine, Turquie, Iran, Inde, Union européenne) d'y renforcer leur influence.

## Introduction

Le 21 février 2022, la Russie a officiellement reconnu l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, tout en signant avec elles des traités d'amitié, de coopération et d'entraide mutuelle. Le 24 février, elle a envoyé ses forces armées en Ukraine, déclenchant la première guerre interétatique sur le Vieux Continent depuis la fin du conflit en Yougoslavie, en 2001. Si cette crise aggrave sans commune mesure la fracture russo-occidentale ouverte par la révolution de l'Euromaïdan à Kiev en 2013, elle questionne aussi l'avenir sécuritaire et économique des pays d'Asie centrale à court terme.

Comment ces États se positionnent-ils par rapport à la guerre en Ukraine ? Vers qui se tournent-ils pour s'émanciper de Moscou ?

## Au départ, une discrétion de rigueur

La guerre en Ukraine suscite une grande gêne en Asie centrale. D'un côté, les républiques centrasiatiques conservent des liens très étroits avec la Russie. Ce pays est en effet le premier partenaire commercial du Kirghizstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan<sup>1</sup>. Il est aussi le garant de la sécurité régionale, tel que le démontrent les programmes d'entraînement menés dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC)<sup>2</sup> au Kirghizstan et au Tadjikistan en 2021 (après le retour des talibans au pouvoir à Kaboul), puis le déploiement des Forces de maintien de la paix de l'OTSC au Kazakhstan en janvier 2022 (pour aider le président Tokaïev à mettre fin aux émeutes liées à l'augmentation du prix du GPL). De l'autre, les républiques d'Asie centrale entretiennent traditionnellement de bonnes relations avec l'Ukraine, pays avec lequel elles ont appartenu à un État commun, l'Union soviétique, jusqu'en 1991. C'est la raison pour laquelle l'Ukraine, qui figure parmi les dix principaux partenaires commerciaux de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, et qui forme de nombreux ingénieurs centrasiatiques, a choisi le Kazakhstan pour relocaliser son Consulat général d'Ekaterinbourg, après avoir rompu ses relations diplomatiques avec la Russie en février 2022.

Au-delà de leurs appels convenus à un règlement diplomatique de la guerre en Ukraine, les pays d'Asie centrale se gardent dans un premier temps de prendre position, perpétuant le mutisme dont ils avaient déjà fait montre durant la guerre en Géorgie en 2008, puis lors de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Les

---

1. Moscou pesait 31 % du commerce extérieur de Bichkek, 26 % de celui de Douchanbé et 18 % de celui de Tachkent en 2021. « European Union, Trade in Goods With Kyrgyz Republic, Tajikistan, and Uzbekistan », Commission européenne, 10 mai 2022, p. 8, disponibles sur : <https://webgate.ec.europa.eu>, <https://webgate.ec.europa.eu> et <https://webgate.ec.europa.eu>.

2. Alliance militaire défensive créée en 2002 sur la base du Traité de sécurité collective signé à Tachkent le 15 mai 1992, et regroupant autour de la Russie l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies les 2 et 24 mars 2022 exigeant un retrait des troupes russes d'Ukraine ne sont ainsi votées par aucun de ces pays<sup>3</sup>.

Pas plus qu'elles ne condamnent ouvertement les agissements de la Russie en Ukraine, les républiques d'Asie centrale ne souhaitent donner le sentiment d'y être favorables. Par exemple, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan démentent formellement les déclarations faites par l'administration présidentielle russe et le service de presse du Kremlin, laissant entendre que les présidents Mirziouïev et Japarov « comprennent », voire « sont favorables » à l'intervention de Moscou en Ukraine, à l'issue des entretiens téléphoniques qu'ils ont l'un et l'autre avec Vladimir Poutine, les 25 et 26 février. Le service de presse de la présidence de la République du Tadjikistan n'évoque même pas la situation en Ukraine dans son compte-rendu d'une réunion tenue à Douchanbé le lendemain de l'invasion russe entre Roustam Emomali et Valentina Matvienko, présidents des Sénats des deux pays. Quant au Kazakhstan, il propose, le 1<sup>er</sup> mars, une médiation à la Russie et à l'Ukraine. Cette volonté d'équilibre, constante dans un pays qui a œuvré à la résolution de la crise russo-turque en 2016 et organisé des pourparlers entre Moscou, Ankara et Téhéran sur la Syrie, n'empêche cependant pas Nour-Soultan d'adopter des positions de plus en plus tranchées relativement à la guerre en Ukraine.

---

Les pays d'Asie centrale  
ne soutiennent pas  
officiellement la Russie

---

## Une neutralité centrasiatique en voie d'étiollement

Le Kazakhstan se refuse tout autant à reconnaître l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk qu'à envoyer des troupes en Ukraine, pour soutenir l'effort de guerre russe en réponse à l'aide que Moscou lui avait octroyée dans le cadre de l'OTSC en janvier. Roman Vassilenko, vice-ministre kazakhstanaï des Affaires étrangères, tient les propos symboliquement les plus forts : le 28 mars, il déclare en effet que son pays ne veut pas se retrouver derrière un « nouveau Rideau de fer », appelant au passage les sociétés étrangères qui désertent le marché russe à se relocaliser au Kazakhstan. Ces différentes prises de position surviennent dans un contexte de détérioration continue des relations entre Nour-Soultan et Moscou depuis l'annexion de la Crimée en 2014, et qu'illustre également, côté russe, l'appel de Sergueï Savostianov, député du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) à la Douma de Moscou, à « dénazifier » le Kazakhstan<sup>4</sup>.

---

3. Absence du Turkménistan et abstention du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan lors des deux sessions ; absence de l'Ouzbékistan le 2 mars, abstention le 24.

4. « Rosdeputat prizval "denacifirovat" i "demilitarizirovat" Kazahstan po primeru Ukrainy » [Un député russe appelle à « dénazifier » et à « démilitariser » le Kazakhstan sur le modèle ukrainien], *KazTAG*, 26 mars 2022, disponible sur : <https://kaztag.kz>.

À la différence du Kazakhstan, l'Ouzbékistan se trouve, depuis 2016, dans une phase d'amélioration de ses relations avec la Russie lorsqu'il fait, lui aussi, état de son refus de reconnaître les Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk. Devant le Sénat, le 17 mars, le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaziz Kamilov, se prononce même très clairement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ukrainiennes. Le gouvernement de Tachkent rappelle par ailleurs à ses ressortissants expatriés en Russie qui seraient tentés de participer aux combats sous la bannière russe que s'enrôler dans une armée étrangère les expose à une peine de cinq à dix ans d'emprisonnement en Ouzbékistan (article 154 du Code pénal).

---

## Nour-Soultan, Tachkent et Bichkek infléchissent leurs positions en faveur de l'Ukraine

---

Manifestant une certaine ambivalence – dictée par ses liens de dépendance envers la Russie – sur le statut des Républiques de Donetsk et de Lougansk<sup>5</sup>, le Kirghizstan fait lui-même évoluer son approche du conflit russo-ukrainien au fil des événements. Le 21 mars, son vice-Premier ministre, Edil Baïssalov, rappelle ainsi que chaque État a le droit, consacré par la Charte des Nations unies, de mener la politique étrangère de son choix. Par ailleurs, le Kirghizstan envoie des aides humanitaires en Ukraine (à l'instar du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, d'ailleurs). Le 26 mars, Bichkek est le théâtre d'une nouvelle manifestation en Asie centrale en soutien au peuple ukrainien, après une première marche autorisée à Almaty (Kazakhstan), le 6<sup>6</sup>.

Enfin, pour ce qui concerne le Tadjikistan et le Turkménistan, ces pays restent prioritairement focalisés sur l'évolution de la situation en Afghanistan, avec lequel ils partagent les plus longues frontières en Asie centrale (1 344 et 744 km, respectivement). La stricte neutralité derrière laquelle se retranchent Douchanbé et Achkhabad, s'agissant de la guerre en Ukraine, vise à ménager la Russie, qui garantit la sécurité de ces deux régimes face à la menace d'une déstabilisation djihadiste en provenance du nord de l'Afghanistan, où différents groupes terroristes centrasiatiques ont trouvé refuge<sup>7</sup>. À titre d'exemple, la guerre en Ukraine ne fait l'objet d'aucun traitement médiatique au Turkménistan, dont les autorités se contentent d'évacuer leurs personnels diplomatique et consulaire d'Ukraine, sans se soucier de leurs 5 000 autres ressortissants (étudiants, migrants du travail) livrés à eux-mêmes dans ce pays.

---

5. Le président Sadyr Japarov a ainsi estimé que la reconnaissance de leur indépendance par Vladimir Poutine « est peut-être justifiée par la défense de la population civile du Donbass, où vivent beaucoup de citoyens russes » (une déclaration qui conduira Volodymyr Zelensky à rappeler son ambassadeur à Bichkek). « Sadyr Žaparov vyskazalsâ o situacii vokrug LNR i DNR » [Sadyr Japarov s'est exprimé au sujet de la situation dans les Républiques populaires de Lougansk et de Donetsk], *K-News*, 22 février 2022, disponible sur : <https://knews.kg>.

6. S'agissant, précisément, du Kazakhstan, un sondage réalisé en avril 2022 révèle que la société est extrêmement partagée sur la guerre en Ukraine. Par exemple, autant de sondés kazakhophones se disent favorables à l'Ukraine qu'à la Russie (20 %). « Opros: Značitel'naâ čast' kazahstancev podveržena vliâniû rossijskoj propagandy » [Sondage : une part importante de la population kazakhstanaise est soumise à l'influence de la propagande russe], Demoscope, 7 avril 2022, disponible sur : <https://demos.kz>.

7. M. Levystone, « Les conséquences en Asie centrale du retour des Talibans au pouvoir », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 26 octobre 2021, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

## Un regain de convoitises étrangères

La guerre en Ukraine a un effet roboratif sur les stratégies d'influence menées par les acteurs extérieurs autres que la Russie en Asie centrale, à commencer par la Chine. Passé de 1,5 à 38,6 milliards de dollars entre 2000 et 2020, le commerce extérieur de Pékin avec les pays centrasiatiques constitue le principal marqueur de sa présence dans la région<sup>8</sup>. Après un coup d'arrêt lié à la crise du coronavirus, les échanges sino-centrasiatiques ont repris en 2021, à un rythme encore plus soutenu qu'en 2019 : +13 % pour ceux réalisés par Pékin avec Nour-Soultan (25,2 milliards de dollars), +18 % avec Bichkek (7,5 milliards)<sup>9</sup>. La Chine continue de pénétrer les marchés centrasiatiques dans le contexte de la guerre en Ukraine. En avril 2022, des sociétés chinoises ont inauguré une mine d'or au Tadjikistan et remporté des contrats pour l'implantation de centrales hydro-électrique et solaire au Kirghizstan. Dans le même temps, la Chine a inauguré des corridors de transport menant vers l'Europe (Allemagne, Finlande) à travers le Kazakhstan et annoncé la reprise du chantier de la ligne ferroviaire Chine – Kirghizstan – Ouzbékistan. Sa logique de contournement du territoire russe devrait également prévaloir pour ce qui concerne ses approvisionnements énergétiques, où le Kazakhstan (pétrole) et le Turkménistan (gaz naturel) font figure de fournisseurs bien plus sécurisants que ne peut l'être une Russie criblée de sanctions. Par ailleurs, en renforçant, toujours à la faveur de la guerre en Ukraine, ses partenariats militaires avec le Turkménistan (25 mars) et le Kazakhstan (25 avril), la Chine affiche une volonté de s'affranchir de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>10</sup> pour faire concurrence à la Russie dans un autre secteur que l'économie en Asie centrale. Cette ambition n'est pas neuve : en 2019, la Chine avait organisé des exercices bilatéraux de contre-terrorisme avec toutes les armées centrasiatiques (hormis celle du Turkménistan) ; en 2020, elle avait implanté une base militaire dans le sud-est du Tadjikistan. En parallèle, elle continue de vendre des équipements militaires aux pays centrasiatiques, avec une augmentation marquée au Turkménistan, où elle supplante la Russie dans un marché dominé par la Turquie.

---

Une dynamique  
chinoise exponentielle  
sur le plan économique

---

La Turquie, précisément, emploie elle-même le conflit russo-ukrainien à l'accroissement de son influence militaire en Asie centrale. Ankara a signé avec l'Ouzbékistan un traité de partenariat stratégique global assorti d'un accord de coopération renforcé (le 29 mars 2022), et avec le Kazakhstan un traité de partenariat stratégique prévoyant la

---

8. En 2020, le Kazakhstan représentait à lui seul la moitié de ces échanges. À noter, aussi, une forte augmentation des échanges avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan, atteignant 6,5 milliards de dollars en 2020, contre environ 50 millions en 2001. « Central'naâ Aziâ i Kitaj: novaâ èpoha otnošenij » [Une nouvelle période des relations entre l'Asie centrale et la Chine], *Russian.people.cn*, 26 janvier 2022, p. 2, disponible sur : <http://russian.people.com.cn>.

9. J. Lillis, « Kyrgyzstan, Kazakhstan: torgovlâ s Kitaem vosstanavlivaetsâ posle koronavirusnogo spada » [Kirghizstan, Kazakhstan : le commerce avec la Chine se rétablit après la chute liée à la crise du coronavirus], *Eurasianet*, 9 mai 2022, disponible sur : <https://russian.eurasianet.org>.

10. Organisation politico-sécuritaire, comprenant également une dimension économique, succédant au Groupe de Shanghai en 2001 et réunissant tous les États centrasiatiques (Turkménistan excepté), la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, et depuis peu, l'Iran.

création d'une usine de drones ANKA dans ce pays (le 10 mai). Dans le domaine économique, sans connaître une dynamique analogue à celle de la Chine, la Turquie obtient des résultats notables en Asie centrale. Entre 2015 et 2020, ses exportations ont plus que doublé (pour dépasser 1 milliard de dollars) vers l'Ouzbékistan, pays qui s'est imposé la même année comme son deuxième fournisseur centrasiatique (970 millions de dollars), derrière le Kazakhstan (1,2 milliard)<sup>11</sup>. Non contente de réunir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan au sein de l'Organisation des États turques (OET), la Turquie mise également sur la connectivité transcaspienne pour consolider son influence sur cet espace. En mars 2022, elle a signé une déclaration conjointe avec le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, afin d'intégrer leur projet de Corridor de transport Est – Ouest. Auparavant, en janvier 2021, la Turquie avait favorisé la réconciliation entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan autour du champ *offshore* d'hydrocarbures de Dostluk, qui relance – sous certaines conditions techniques et financières – un projet de gazoduc marginalisant l'Iran.

---

### Une rivalité turco-iranienne pour le désenclavement de l'Asie centrale

---

L'Iran se distingue de la Turquie par sa proximité géographique avec l'Asie centrale – il partage le voisinage du Turkménistan sur 992 km – et par sa participation à différents projets d'intégration régionale. En effet, après avoir signé un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique (UEEA)<sup>12</sup> en 2018, Téhéran s'est vu reconnaître le statut de membre de l'OCS en 2021. La convention d'Aktau relative au statut de la mer Caspienne – qui réserve cette dernière, sur le plan stratégique, à ses seuls riverains – confère à l'Iran un avantage supplémentaire par rapport à la Turquie dans la région. Inquiet du rapprochement entre Bakou et Achkhabad en mer Caspienne, Téhéran a signé, fin 2021, un accord trilatéral de swap gazier avec eux, lui permettant, en plus de se repositionner en tant que *hub* énergétique interrégional, de poursuivre le développement de ses échanges avec le Turkménistan. À cet effet, l'Iran projette de créer dans sa ville d'Incheh-Borun, frontalière du Turkménistan, une zone économique spéciale inspirée de celle existant à Serakhs, une autre ville-frontière qui sert plus généralement de point de passage pour les produits iraniens destinés aux marchés centrasiatiques (Turkménistan et Ouzbékistan, surtout). C'est également par Serakhs que transitent nombre de corridors de transport, dont une ligne ferroviaire annoncée en 2021, qui est appelée à opérer la jonction entre la ville d'Och, dans l'ouest du Kirghizstan, et le port iranien de Bandar Abbas, donnant sur le golfe Persique. Autre grand port du sud de l'Iran, Chabahar suscite bien des convoitises en Asie centrale : l'Ouzbékistan a par exemple fait récemment état de son intention d'y ouvrir un centre logistique. Le port de Chabahar constitue par ailleurs une porte d'entrée pour l'Inde en Asie centrale.

---

11. A. Hitahunov, « Torgovliâ meždu Turciej i Central'noj Aziej » [Le commerce turco-centrasiatique], Eurasian Research Institute, 2020, disponible sur : [www.eurasian-research.org](http://www.eurasian-research.org).

12. L'UEEA regroupe en Asie centrale le Kazakhstan et le Kirghizstan, en plus de la Russie, de la Biélorussie et de l'Arménie.

L'Inde s'emploie à renforcer sa présence régionale, jusqu'alors assez marginale. En janvier 2022 s'est tenu le premier sommet Inde – Asie centrale, à l'occasion duquel New Delhi a affiché sa volonté de développer ses échanges économiques avec les républiques centrasiatiques. Cette ambition a rencontré des échos favorables au Kazakhstan, qui travaille à l'élaboration d'un plan pour l'augmentation du commerce bilatéral<sup>13</sup>, et au Turkménistan, qui déplore le caractère « modeste » de ses échanges avec New Delhi, à l'occasion de la visite d'État effectuée par le président de l'Union indienne à Achkhabad, du 1<sup>er</sup> au 4 avril 2022. Premier chef d'État étranger à venir à la rencontre de Serdar Berdymoukhamedov depuis son élection le 12 mars, Ram Nath Kovind lui propose une voie alternative au projet de gazoduc Turkménistan – Afghanistan – Pakistan – Inde (TAPI)<sup>14</sup>. Il s'agirait, pour permettre au Turkménistan d'exporter son gaz naturel vers le marché indien, de contourner l'Afghanistan par la mer Caspienne, en raccordant le port de Turkmenbachi au Corridor international de transport Nord – Sud (INSTC), qui relie Saint-Petersbourg à Bombay via l'Iran et son port de Chabahar. Les investissements consentis par New Delhi dans le port iranien (500 millions de dollars en 2016) ne signifient pas pour autant qu'il renonce totalement à faire transiter ses marchandises par le territoire pakistanais : un fret de 140 tonnes (de sucre, principalement) parti de Bombay a tout récemment rallié Tachkent, après être passé par Kaboul, et auparavant Karachi<sup>15</sup>. L'Inde se rapproche de l'Ouzbékistan aussi sur le plan militaire (exercice conjoint « Doustlik » dans la province de Khorezm, fin mars 2022) – un levier également actionné avec le Kirghizstan (programme d'entraînement « Khanjar » dans l'Himachal Pradesh, début avril). Dans l'ensemble, l'Inde bénéficie d'une image positive en Asie centrale, qui perçoit ce pays comme un contrepoids potentiel aux velléités hégémoniques des puissances voisines.

---

### Les Centrasiatiques voient d'un bon œil l'intérêt des Indiens et des Européens

---

Il en va de même s'agissant de l'Union européenne (UE). Bruxelles, qui a investi plus de 105 milliards d'euros en Asie centrale sur la dernière décennie, représente un tiers du commerce extérieur d'une région où l'Ouzbékistan et surtout le Kazakhstan sont ses

---

13. A. Askarov, « Kazahstan gotov otravit' v Indiû tovary na \$610 mln » [Le Kazakhstan est prêt à expédier vers l'Inde pour 610 millions de dollars de marchandises], *Kapital.kz*, 27 janvier 2022, disponible sur : <https://kapital.kz>.

14. D'une capacité d'exportation annuelle annoncée de 33 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, le TAPI doit partir du gisement de Galkynych (Turkménistan) pour rallier les villes de Hérat et Kandahar (Afghanistan), puis celles de Quetta et Multan (Pakistan), en vue d'atteindre la localité de Fazilka (Inde). L'Inde émet de sérieux doutes quant à la viabilité de ce projet depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul, le 15 août 2021.

15. Cela a été rendu possible par la conclusion en février 2022 d'un accord sur le commerce de transit entre le Pakistan et l'Ouzbékistan, vraisemblablement dans le cadre du projet de ligne ferroviaire PAKAFUZ (Peshawar – Kaboul – Mazâr-e Charîf – Termez), au sujet duquel le Premier ministre Imran Khan et le président Chavkat Mirziôiev se sont à nouveau entretenus à Islamabad en mars. V. Panfilova, « Indiâ otkryla torgovyj put' v Uzbekistan » [L'Inde a ouvert une route commerciale menant à l'Ouzbékistan], *Nezavisimââ gazeta*, 21 mars 2022, disponible sur : [www.ng.ru](http://www.ng.ru).

principaux partenaires en affaires<sup>16</sup>. Les deux pays moteurs de l'Asie centrale multiplient depuis plusieurs mois les gages de bonne volonté à l'attention des Européens. En 2021, l'Ouzbékistan a éradiqué le travail forcé des mineurs pour la récolte annuelle du coton afin de bénéficier du système de préférences généralisée dit « GSP+ », lui permettant d'exporter vers l'UE des marchandises libres de droits de douane. Le Kazakhstan, au sortir de la crise de janvier 2022, a annoncé une révision de sa Constitution pour renforcer les

pouvoirs du Parlement (« Nouveau Kazakhstan »), salué par l'UE<sup>17</sup>. La montée du cours des matières premières, qui résulte de la guerre en Ukraine, a conduit l'UE à signer un accord avec le Kazakhstan pour le renforcement de leur coopération énergétique et agricole, le 29 mars. Dans le même temps, l'embargo de l'UE contre les hydrocarbures russes risque d'accélérer la transition énergétique à l'œuvre sur le Vieux Continent. Aussi les Européens explorent-ils de nouveaux axes de coopération économique avec les Centrasiatiques : le groupe français Air Liquide a ainsi annoncé un plan d'investissement de près de 90 millions d'euros dans l'hydrogène vert et l'azote

au Kazakhstan. Le développement des énergies renouvelables comme celui des transports figure régulièrement à l'ordre du jour des Sommets consultatifs des chefs d'État d'Asie centrale. Mise en place en 2018, cette plateforme annuelle de discussions pourrait ouvrir des perspectives à l'UE : le savoir-faire de Bruxelles dans le domaine normatif et la prise de décision collégiale ne manquera pas d'intéresser des pays dont la crise actuelle risque de rehausser leur volonté de dialoguer en dehors du patronage de la Russie.

---

## Les Sommets consultatifs des chefs d'État d'Asie centrale, vecteur supplémentaire de rapprochement avec l'UE ?

---

## Les organisations régionales, reflet des divergences centrasiatiques

La guerre en Ukraine fait émerger parmi les républiques d'Asie centrale des divergences qui ne se limitent pas à leurs perceptions du conflit et à leurs stratégies de diversification de leurs partenariats, mais qui s'observent de surcroît dans leur rapport aux organisations régionales.

Concernant l'OTSC, le Kazakhstan fait valoir une vision conservatrice de cette organisation en décalage avec l'orientation que la Russie souhaite lui donner. Alors que Nour-Soultan a rappelé, au début de la guerre en Ukraine, que cette alliance militaire n'a pas été créée pour intervenir dans des pays tiers, Moscou a lancé un processus visant à

---

16. A. Hitahunov, « Èkonomičeskoe sotrudničestvo meždju Central'noj Aziej i Evropejskim soûzom » [Le partenariat économique entre l'Asie centrale et l'Union européenne], Eurasian Research Institute, 2021, disponible sur : [www.eurasian-research.org](http://www.eurasian-research.org).

17. Fait unique en Asie centrale, Nour-Soultan a pour principal partenaire commercial Bruxelles (26 milliards d'euros d'échanges réalisés en 2021), nettement devant Moscou (18 milliards) et Pékin (16 milliards). « European Union, Trade in Goods With Kazakhstan », Commission européenne, 31 mars 2022, p. 8, disponible sur : <https://webgate.ec.europa.eu>.



modifier les statuts de l'OTSC qui pourrait, théoriquement, lui permettre de l'impliquer au sortir de la phase aiguë du conflit, dans des opérations de maintien de la paix<sup>18</sup>. Les autres membres centrasiatiques de l'OTSC, le Kirghizstan et le Tadjikistan, se sont montrés discrets sur ce sujet : tous les deux dépendent fortement des bases militaires exploitées par la Russie (à Kant, Douchanbé et Kourgan-Tioubé) pour garantir leur sécurité. De son côté, l'Ouzbékistan devrait se trouver conforté dans son refus répété de réintégrer l'OTSC, depuis qu'il l'a quittée en 2012.

Sa position pourrait en revanche évoluer s'agissant de l'UEEA que Tachkent, observateur depuis décembre 2020, était, semble-t-il, appelé à intégrer de plein droit, durant le deuxième mandat du président Mirziöev. Le Kazakhstan et le Kirghizstan, qui font quant à eux déjà partie de l'UEEA, se sont opposés à la volonté russe d'imposer le rouble comme la monnaie unique pour les échanges intra-zone, faisant ressurgir un manque de cohésion au sein d'une organisation dont, pour l'heure, seules la Russie et la Biélorussie sont empêchées de réaliser des transactions en dollars. L'interdiction, décidée par les autorités russes en mars, des exportations céréalières jusqu'à l'été, a été dénoncée par le Kazakhstan comme une décision contraire à l'UEEA, et a ravivé les débats au sein de ce pays sur la pertinence de son maintien dans cette organisation.

L'OCS, enfin, devrait fournir un cadre d'expression privilégié aux aspirations propres des républiques centrasiatiques. L'Ouzbékistan profitera de sa présidence durant l'année 2022 pour développer les réseaux de transport en Asie centrale, comme ce pays s'évertue à le faire depuis 2016. La présence, aux côtés de la Russie, d'autres grandes puissances au sein de l'OCS – différence majeure avec l'OTSC et l'UEEA – permettra au Kazakhstan de déployer en son sein sa politique multi-vectorielle aux fins de préserver la stabilité d'une région où le Kirghizstan, fragile et instable, aura tout intérêt à poursuivre son intégration sur les plans économique et sécuritaire. Le Tadjikistan continuera de faire entendre sa position spécifique sur le régime taliban<sup>19</sup> auprès de l'organisation la mieux à même de dialoguer avec lui : non seulement l'OCS a maintenu à Kaboul son statut d'observateur, mais en plus elle regroupe tous les pays voisins de l'Afghanistan, à l'exception notable du Turkménistan.

---

La volonté de dialogue avec les grandes puissances et le dossier afghan contribuent à un regain d'intérêt pour l'OCS en Asie centrale

---

---

18. Le 3 mars 2022, Vladimir Poutine a en effet soumis pour ratification à la Douma d'État un protocole signé à Douchanbé le 16 septembre 2021. Ce texte élargit le champ d'action géographique de l'OTSC, ouvrant la possibilité d'en déployer les Forces de maintien de la paix dans le cadre d'opérations menées par l'ONU – sous l'égide, cependant, d'un « État coordonnateur » (*koordiniruûshe gosudarstvo*), membre de l'OTSC. E. Grobman, I. Lakstygal, G. Mišutin et M. Careva, « ODKB hočet učastvovat' v mirotvorčeskikh operaciâh OON, kak NATO » [L'OTSC veut prendre part aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, tout comme l'OTAN], *Vedomosti*, 3 mars 2022, disponible sur : [www.vedomosti.ru](http://www.vedomosti.ru).

19. Le Tadjikistan est le seul pays d'Asie centrale à refuser de dialoguer avec les talibans, qu'il perçoit comme une menace équivalente à celle que représente l'État islamique – Province du Khorassan (EIPK). Les autres pays de la région parient quant à eux sur les talibans comme une force d'endigement de la branche afghane de Daech.

## Conclusion : l'Asie centrale, durablement engluée dans un partenariat toxique avec la Russie ?

Les stratégies de diversification activement mises en œuvre par les pays centrasiatiques risquent de s'avérer insuffisantes, du moins à très court terme, à les émanciper de la Russie. Quoique les difficultés rencontrées sur le front ukrainien puissent entamer son prestige militaire auprès de républiques d'Asie centrale interpellées par ses penchants expansionnistes, la Russie risque de demeurer leur recours préférentiel sur le plan sécuritaire, en lien avec une possible dégradation de la situation en Afghanistan. Cela devrait surtout être le cas du Tadjikistan et du Turkménistan, qui partagent les plus longues frontières avec ce pays. L'Ouzbékistan se trouve dans une situation différente, disposant d'une frontière bien plus courte avec l'Afghanistan, surveillée par la plus puissante armée d'Asie centrale. Pour autant, les positions prises par Tachkent sur la guerre en Ukraine pourraient lui valoir des mesures de rétorsion de la part de Moscou, qui participe à la modernisation de son armée depuis 2017. Le Kazakhstan, qui a révélé une fragilité insoupçonnée durant la crise de janvier 2022, a eu le réflexe de se tourner vers la Russie (*via* l'OTSC) pour rétablir l'ordre, alors même qu'il était déjà en forte tension avec ce pays et dans une logique de rapprochement stratégique avec la Turquie, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. En cas de nouvelle secousse à Nour-Soultan, il n'est pas forcément acquis que la Russie veuille – ou puisse, au regard de l'évolution du conflit avec l'Ukraine – prodiguer une nouvelle aide militaire à son voisin méridional.

Garant relatif de la sécurité régionale, la Russie représente cependant un facteur de déstabilisation pour les économies centrasiatiques. En représailles au refus exprimé par le Kazakhstan de l'aider à « contourner les sanctions » dont elle fait l'objet, la Russie n'a pas manqué de bloquer le transit de son pétrole par le Caspian Pipeline Consortium (CPC), vital pour l'économie de Nour-Soultan. En outre, afin de préserver sa propre sécurité alimentaire dans le contexte des sanctions, la Russie – rapidement imitée en cela par le Kazakhstan, d'ailleurs – a sensiblement restreint ses exportations agricoles, entraînant une inflation sur les prix des denrées alimentaires au Kirghizstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan<sup>20</sup>. En soi, la perdurance de liens d'imbrication très profonds entre la Russie et les républiques d'Asie centrale suffit à déstabiliser l'économie de ces dernières. Les actifs des filiales de groupes bancaires russes ont ainsi été gelés au Kazakhstan<sup>21</sup>. Quant à l'Ouzbékistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, une possible récession de l'économie russe aurait pour effet non seulement de faire perdre leur

20. Ceci a poussé l'Ouzbékistan à substituer l'Inde à la Russie en tant que fournisseur de sucre. « Vmesto rossijskogo sahara Uzbekistan rešil zakupat' indijskij » [L'Ouzbékistan s'est reporté sur le sucre indien pour remplacer ses approvisionnements russes], *Fergana Agency*, 16 juin 2022, disponible sur : <https://fergana.agency>.

21. « Počti \$22 mln zablokirovano na sčëtah "doček" bankov RF v Kazahstane iz-za sankcij » [Les sanctions ont entraîné le gel de près de 22 millions de dollars au sein des filiales kazakhstanaïses de banques russes], Interfax, 23 mai 2022, disponible sur : [www.interfax.ru](http://www.interfax.ru).

emploi à leurs travailleurs expatriés dans ce pays (près de 8 millions d'individus, au total), avec des conséquences sur les taux de chômage locaux, mais également de réduire les recettes budgétaires de ces États, dont les remises migratoires représentaient en 2021 12 % du produit intérieur brut de Tachkent, et aux alentours d'un tiers de ceux de Bichkek et de Douchanbé.

---

***Michaël Levystone*** est chercheur au Centre Russie/NEI.

**Comment citer cette publication :**

Michaël Levystone, « La guerre en Ukraine vue d'Asie centrale »,  
*Briefings de l'Ifri*, Ifri, juillet 2022.

ISBN : 979-10-373-0558-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Porcupen/Shutterstock



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

